

États-Unis, il continue à insister pour que le Canada aille de l'avant en ce qui concerne cet aménagement et continue à dépenser l'argent du contribuable en vue d'un programme qui n'a évidemment plus la confiance des militaires et des hommes de science américains. Pourquoi le Canada persiste-t-il à jeter l'argent par la fenêtre? D'après l'article en question, on dépense six millions de dollars simplement pour commencer à aménager une base à North-Bay.

Ce montant de six millions de dollars est beaucoup plus important que la somme dont il s'agissait dans d'autres prétendus scandales,—celui des chevaux sur la liste de paie, celui de l'Imprimerie nationale, et ainsi de suite,—et je ne prétendrai pas un instant que ce dernier cas comporte quelque chose de louche. Je ne fais que signaler qu'il est nécessaire de garder la mesure en ce qui concerne ces choses. Le ministre nous dit que nous ne devrions pas perdre notre sens des proportions à cet égard. Or, il s'agit d'une question très importante. Depuis quand doit-on nous dire: "Qu'est-ce que six millions de dollars?" Je prétends que six millions de dollars représentent une somme très importante pour les contribuables du Canada. Si on la dépensait dans un autre domaine, il en résulterait peut-être un réel avantage. Par exemple, si on les affectait à la recherche scientifique et aux inventions dans ce domaine, on aboutirait probablement à certaines mises au point de valeur permanente dans la sphère militaire, qui favoriseraient peut-être, à leur tour, l'expansion de notre industrie.

Nous voudrions savoir du ministre pourquoi il nous demande d'affecter des fonds à la poursuite de ce programme dans les circonstances que j'ai exposées. Pourquoi vient-il demander au Parlement d'approuver une dépense qui, de l'avis de 95 p. 100 des gens qui réfléchissent dans notre pays, équivaut à un gaspillage complètement et absolument inutile.

Je cherchais justement une autre coupure de journal, au sujet d'une réunion à laquelle le ministre associé de la Défense nationale avait pris la parole. Si ma mémoire ne me fait pas défaut, le ministre associé aurait exprimé sa confiance à l'égard d'un système d'armement qui s'affirmerait, à son avis, avec succès après un certain nombre d'expériences. Si l'on en croit l'article de journal, le ministre associé a fortement insisté, pour autant que je me souviens, pour que le Canada poursuive ses programmes à l'égard du système SAGE-Bomarc. Et l'honorable représentant a été encore plus loin,—il a déclaré que ce missile serait installé à d'autres endroits au Canada.

[L'hon. M. Hellyer.]

L'hon. M. Sévigny: Si je puis m'expliquer sur un fait personnel, monsieur l'Orateur, je n'ai jamais formulé la dernière partie des observations que l'honorable député de Trinity m'attribue. J'ai simplement dit que le Bomarc A était considéré comme satisfaisant et qu'il était raisonnable d'espérer que le Bomarc B finirait par se révéler également un succès. C'est tout ce que j'ai dit. Je nie avoir tenu les propos que l'honorable député m'attribue en ce moment.

L'hon. M. Hellyer: J'accepte la rectification. J'en suis très déçu. Je parlais d'un article de journal et je sais que parfois ces comptes rendus ne sont pas tout à fait exacts. Je pensais que pour la première fois le ministre associé montrait un certain intérêt pour la défense des citoyens qui demeurent à l'ouest de Toronto, et tenait compte des besoins de la population qui habite Winnipeg, Calgary, Edmonton, Saskatoon, Victoria et d'autres villes et villages de l'Ouest canadien. Il est décevant de l'entendre confirmer que j'avais tort et qu'il n'a pas pensé lui non plus à la nécessité d'accroître la défense aérienne afin de l'étendre à une plus grande étendue du pays qu'à la seule région du bassin des Grands lacs.

L'hon. M. Sévigny: L'honorable député de Trinity me permet-il de lui poser une question? Sait-il que le programme Bomarc fait partie d'un programme intégré que surveille et dirige l'organisme bien connu sous le nom de NORAD, qui s'occupe de la défense du continent nord-américain?

L'hon. M. Hellyer: Oui, je le sais et c'est justement l'idée que j'essaie d'avancer, c'est-à-dire que lorsque ce programme cesse d'être intégré aux plans des États-Unis il devrait aussi cesser de l'être dans les plans du Canada. Si nous avons un programme intégré, nous devrions faire preuve de logique et ne pas nous lancer aveuglément dans l'aménagement de nos propres installations quand, au même moment, les États-Unis membre-doyen dans cet accord NORAD, ont décidé que ce programme n'était plus valide. Comment les deux ministres peuvent-ils interpréter différemment les faits? Puisque le montant affecté cette année à ce programme n'est plus que 50 millions, alors qu'il avait été de 421 millions, c'est évident que le programme est fichu et que les sommes que nous engageons vont être gaspillées. Les deux ministres nient-ils cela? Ne peuvent-ils pas voir ce qui se prépare? Ne voient-ils donc pas que nos amis américains en sont venus à la conclusion que la dépense de l'énorme montant d'argent à l'égard du programme du Bomarc SAGE, telle qu'ils l'avaient fixée,